

Essingan

Tri-hebdomadaire régional du Centre, Sud et Est

Le verbe immortel



BATEAU CAMEROUN PAUL BIYA TIENT FERMEMENT LE GOUVERNAIL

● En présidant mercredi, 16 janvier 2019, le 1^{er} conseil ministériel du septennat des «Grandes opportunités», le président de la République a tenu à dresser la feuille de route du gouvernement qu'il vient de mettre en place et dont il attend des résultats.

P2

LITIGE FONCIER LA GRANDE-BRETAGNE DANS UN SCANDALE AUX PORTES DU PALAIS

P5



SÉRIE NOIRE LA MORT DÉCIME LE GRAND SUD

Depuis le mois d'octobre 2018, cadres et notables originaires de cette partie du pays disparaissent les uns à la suite des autres.

Pp 3-4

BARQUE CAMEROUN

Paul Biya tient le gouvernail

Le président de la République, a présidé mercredi, 16 janvier 2019 au Palais de l'Unité de Yaoundé, un conseil ministériel au cours duquel il a prescrit travail, solidarité, sécurité du territoire national et achèvement dans les délais des différents chantiers.

Par Léger Ntiga

Depuis la récente formation du gouvernement avec à sa tête, le Premier ministre Joseph Dion Ngute, de nombreux sons de cloche ont laissé croire que le pays était dirigé par un clan: Celui qui aurait donc subrepticement mis en place cette équipe en prenant au dépourvu Paul Biya. «Il n'en est rien. Le chef est bien aux commandes. Il est plus que l'on ne peut l'imaginer au fait des dossiers et situations dont l'opinion parle tous les jours», commente un proche collaborateur du président de la République, Paul Biya. En présidant mercredi, 16 janvier 2019, de 11h à 12h30, au Palais de l'Unité, le conseil ministériel d'ouverture de l'actuel septennat, Paul Biya a voulu réaffirmer non seulement qu'il est le seul élu au sein de l'exécutif qui pilote le pays, mais aussi que c'est lui le seul maître à bord.

Face au Premier ministre, ministres d'Etat, ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat, en présence de ses plus proches collaborateurs, Paul Biya a exhorté le gouvernement à se mettre résolument au travail, afin de répondre aux préoccupations des populations, «telles qu'elles se sont exprimées au cours de la campagne pour l'élection présidentielle. Il a rappelé que l'objectif principal de l'action gouvernementale demeure l'accès à l'émergence à l'horizon 2035». Demandant aux membres du gouvernement de consolider les acquis pour être prêts à saisir les nouvelles opportunités, le chef de l'Etat a insisté sur l'exigence du respect des délais d'exécution des projets et a prescrit une plus grande célérité dans les études de faisabilité de ceux-ci. Parmi ceux-ci, figurent en bonne place, les chantiers de la Can dont les dates de livraison avancent à grand pas. Paul Biya qui mesure les nombreux défis à relever et les attentes nourries des Camerounais, attend du

gouvernement un plus grand déploiement des efforts pour assurer un meilleur accueil aux investisseurs au Cameroun. Il s'agit pour cela, non seulement leur accorder les facilités appropriées, mais aussi d'éviter toutes les actions susceptibles de perturber la mise en place des différents investissements. C'est à ce propos que le chef de l'exécutif camerounais a abordé la question de la corruption. Le Président Biya a réitéré sa détermination à intensifier la lutte contre ce fléau. On peut donc s'attendre dans les prochains jours à de nouvelles actions répressives en matière de lutte contre la délinquance économique.

Contraintes sécuritaires

Face à la situation économique et financière délicate du Cameroun, le président de la République a mis l'accent sur la nécessité pour toute l'équipe gouvernementale de s'imprégner du Programme économique financier, social et culturel pour l'exercice 2019. Dans cette optique, le chef de l'Etat a rappelé «les principaux points de ce programme, qui doit être considéré comme la feuille de route du gouvernement, notamment : la maîtrise des contraintes sécuritaires à l'intérieur du pays comme aux frontières; la consolidation de la paix, de l'unité nationale et du vivre-ensemble; le parachèvement de la mise en place du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance, ainsi que l'exécution du Plan triennal spécial Jeunes».

Dans les différentes directives déroulées, Paul Biya met un accent particulier sur la préparation des prochaines élections législatives, municipales et régionales. Il les veut sans faute de la part des organismes et administrations en charge. De même qu'il a



Paul Biya en conseil.



Conseil ministériel.

une fois de plus réaffirmer son engagement à «l'accélération du processus de décentralisation». Au regard des transformations économiques, il attire l'attention sur l'importance on ne peut plus capitale de la réalisation des grands projets notamment en matière de développement de l'économie numérique. Une perspective qui passe aussi par l'industrialisation et la mise en place effective d'une agriculture de seconde génération. Toutes choses susceptibles de moderniser de l'économie et de faciliter la relance de la croissance et la création d'emplois. Au plan de la coopération internationale, Paul Biya réitère la pour-

suite et la mise en œuvre du Programme économique et financier 2017-2019 conclu avec le Fonds monétaire international (Fmi). Une feuille de route qui ne peut aboutir aux résultats attendus que si le gouvernement est effectivement une équipe. A ce titre le président de la République a martelé qu'au quotidien, l'approche méthodologique du gouvernement doit être «le renforcement de la solidarité et de la coordination gouvernementales, comme gage d'efficacité». Une démarche qui ne peut, si elle est traduite en faits, que des progrès politiques, économiques et sociaux accomplis et visant l'émergence du Cameroun.

Série noire dans la grande forêt



Barnabé Eloundou.



Benjamin Assouzo'o.



Ferdinand Ndinda.



Général Obama.



Jean Fouman Akame.

Depuis octobre 2018, les régions du Centre, Sud et Est ont successivement perdu de nombreux membres de différents âges parmi leurs élites.

● Par Léger Ntiga

La série a été ouverte le 20 octobre 2018 par la disparition du général Isidore Claude Obama à l'hôpital militaire de Yaoundé des suites d'une longue maladie. Né en 1941 à Ekoko II par Mfou dans la région du Centre, cet officier général a consacré toute sa vie aux forces de défenses et de sécurité du Cameroun. Le 26 décembre 1959, il est incorporé dans les forces armées. De 1960 à 1961, il suit la formation d'officier à l'Emia. Puis de 1961 à 1962, il poursuit sa formation à l'Ecole des officiers de gendarmerie de Melun en France. De 1971 à 1973, il est stagiaire à l'Ecole supérieure de l'intendance de Paris. Entre 1985 et 1993, il est attaché militaire à l'ambassade du Cameroun aux Etats-Unis à Washington Dc. Le 25 septembre 2001, il est promu au grade de général de brigade. Il est placé à la deuxième section le 29 juin 2017 aux côtés de Claude Laurent Angouand, Simon Pierre Dagafoungangou, Benoît Asso'o Emame, Pierre Samobo et Jean René Youmba. Les larmes des pleurs sur le général Isidore Obama n'avaient pas séché que le député originaire de la Lekie, Barbabé Eloundou était terrassé par une embolie pulmonaire dans la

matinée du dimanche 28 octobre au Centre hospitalier de la Cnps au quartier Essos à Yaoundé. Eloundou Barnabé, député du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour la Lekie avait été pris d'un malaise cardiaque quelques jours plus tôt. En soins intensifs à l'Hôpital de la Caisse nationale de prévoyance sociale où il y avait été interné, il est entré quelques heures plus tard dans le coma. Membre du Conseil supérieur de la magistrature, il sera inhumé le 24 novembre 2018 à Oback dans l'arrondissement d'Okola. De son vivant, le député disparu était très apprécié à Okola sa localité d'origine où très régulièrement, il organisait des campagnes de santé. Il était aussi l'auteur d'une initiative à travers laquelle il prenait en charge les frais de pension des 40 meilleurs étudiants en médecine au Cameroun.

Rigueur et travail bien fait Alors que les obsèques du député étaient en cours que le chroniqueur d'Essingan et ancien journaliste de la Crtv, gravement malade depuis plus d'un mois, Gilbert Tsla cassait sa plume. Le lundi 19 novembre 2018, le prof comme aimait à l'appeler ses disciples, succombait à

une infection pulmonaire au Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yaoundé, à l'âge de 63ans. Les obsèques du défunt ont eu lieu le 22 décembre 2018 à Le-boudi, son village natal. Né en 1955 à Le-boudi II, un village de l'ethnie Eton situé à cinq kilomètres de Yaoundé dans la région du Centre du Cameroun, Gilbert Tsala Ekani est diplômé de l'Ecole supérieure internationale de journalisme, actuel Esstic, de Yaoundé en 1978. Féru du travail bien fait et de la rigueur professionnelle, il fait du respect de la déontologie un fondement non négociable. Il a tour à tour exercé à la radiodiffusion du Cameroun, au ministère de l'Agriculture, au ministère de la Fonction publique avant de diriger pendant quatre ans la presse parlée du Rdpc, le parti au pouvoir au Cameroun. Enseignant de journalisme, il a formé plusieurs générations de jeunes journalistes.

Trois jours avant, le 16 novembre 2018, disparaissait Luc Assamba à Yaoundé foudroyé par un accident vasculaire cérébral (Avc). La levée de corps du maire de Yaoundé 2, Luc Assamba a eu lieu ce 21 décembre 2018 à l'Hôpital général de Yaoundé. A l'occasion, l'émotion était vive. La tristesse se lisait sur les visages de la grande famille du défunt, des membres du gouvernement, collègues, amis et autres connaissances. Parmi les présences remarquables,

celles du ministre de la Santé d'alors, André Mama Fouda, du ministre délégué à la présidence, Philippe Mbarga Mboa, du gouverneur du Centre, Naseri Paul Bea et du secrétaire général du comité central du Rdpc, Jean Kueté. Ils étaient tous venus rendre un ultime hommage au maire de Yaoundé 2, Luc Assamba.

Les préparatifs de ce départ douloureux étaient en cours que Xavérie Ngazoa était à son tour terrassée par une crise cardiaque au matin du 11 décembre 2018. Notre consœur avait été transportée d'urgence au Centre des urgences de Yaoundé (Cury) où elle était admise après avoir été atteinte d'un accident vasculaire cardiaque (Avc). Xavérie Ngazoa était journaliste à la radio et télévision d'Etat du Cameroun, la Crtv. Âgée de 50 ans et diplômée de la 25e promotion de l'Ecole supérieure de sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic) de Yaoundé, Xavérie Ngazoa a fait toutes ses classes à la Crtv. Au cours des deux dernières années Xavérie Ngazoa animait notamment en coprésentation, le programme matinal «on en parle» avec Serge Mbida. La journaliste a été enterrée à Mbankolo à Yaoundé le 28 décembre 2018.

Le même jour, c'était autour du tout premier maire de Monatélé, Prosper Mbassi de décéder. Les obsèques sont prévues du 14 au 16 février 2019 au cours de trois jours d'hommages. Agé de 87 ans. Tout débute donc le 14 fé-



Luc Assamba.



Gilbert Tsala Ekani.



Michel Mahoué.



Xavérie Ngazoa.



Prosper Mbassi.

vrier à l'Hôpital général de Yaoundé par la mise en bière. Elle est prévue à 12h et sera suivie d'une messe en la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé. Au sortir de cette eucharistie, la dépouille sera transférée à l'Auditorium Jean Paul II au quartier Mbankolo à Yaoundé. C'est ici que Prosper Mbassi passait ses nuits à l'occasion de ses séjours dans la capitale camerounaise. Sur ces flancs de la colline qui a donné son nom au quartier, il est organisé une veillée jusqu'à l'aube. Ponctuées d'offices religieux, elle débutera à 20h.

Hommages

Quelques jours plutôt, c'était autour du président de la Chambre des comptes de la Cour suprême, Marc Ateba Ombala décédait lui aussi. Celui qui a entamé son dernier voyage hier, jeudi 17 janvier 2019, par la levée de corps à 10 heures à la morgue de l'Hôpital général de Yaoundé, sera inhumé samedi 19 janvier dans son village natal à Nkolbega par Okola. Au cours de la journée d'hier, la cérémonie d'hommage a eu lieu à l'esplanade de la Cour suprême. Magistrat hors hiérarchie, hors échelle qui officiait depuis une dizaine d'années comme président de la Chambre des comptes de la Cour suprême du Cameroun, est mort le vendredi 21 décembre 2018 à Yaoundé. Pris d'un malaise alors qu'il se préparait à se rendre à son lieu de travail, ce matin-là, le haut magistrat va solliciter une assistance médicale de

l'une de ses filles médecin. Elle n'aura pas le temps d'intervenir. Alors que les différents corps de la magistrature s'apprêtent à conduire à sa dernière demeure Marc Ateba Ombala qu'un autre haut magistrat, ancien conseiller du chef de l'Etat, membre du Conseil constitutionnel s'est éteint dimanche, 13 janvier 2019 en Suisse, dans un hôpital de Genève des suites d'une attaque cardiaque. Selon des membres de la famille contactés, Jean Foumane Akame a été évacué le matin même par avion médicalisé. Un proche du défunt confie que le haut magistrat avait des soucis cardiaques depuis des semaines et a été stabilisé grâce à un Pacemaker. Né le 31 août 1937 à Ndonkol, il est Licencié en Droit public et diplômé de l'Enam. Le 03 août 1966, il est intégré dans la magistrature et nommé vice-président de la Cour d'appel de Dschang (1969 - 1970), ensuite conseiller et président de la Chambre administrative de la Cour fédérale de justice (1970 - 1971), président de la Cour d'appel de Garoua (août 1971 - mars 1973) et président de la Cour d'appel de Yaoundé (mars 1973 - janvier 1974). Du 09 janvier 1974 au 17 juillet 1980, il occupe les fonctions de secrétaire général du ministère de la Justice ; et du 17 juillet 1980 au 18 juin 1983 il est chancelier de l'Université de Yaoundé. Puis du 18 juin 1983 au 07 juillet 1984, il occupe le portefeuille de ministre de l'Administration territoriale. Depuis le 22 novembre

1986, il est conseiller technique à la présidence de la République sur les questions juridiques. Le 07 février 2018, il est nommé membre du Conseil constitutionnel du Cameroun.

Deuxième section

Quatre jours plus tard, le ministre délégué à la Défense, Joseph Beti Assomo rendait officiellement publique la nouvelle du décès de l'officier général Benoît Asso'o Emame, à l'hôpital de la Cnps à Yaoundé dans la nuit du 16 au 17 janvier 2019. Le général de division placé à la deuxième section le 29 juin 2017, était interné depuis quelques semaines à l'hôpital de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps). Agé de 82 ans, il était en charge du Quartier général de Yaoundé au moment du coup d'Etat du 06 avril 1984. Sous sa direction, le déploiement de ce régiment de l'armée de terre chargé de la protection de la capitale sera d'une grande efficacité dans les opérations de défense de Yaoundé. 24h avant lui, c'est l'ancien député Ferdinand Ndinda Ndinda, sénateur suppléant qui a tiré sa révérence mardi 15 janvier 2019, vers 22 h à l'Hôpital central de Yaoundé, des suites de maladie. L'homme politique était originaire du Dja et Lobo dans le Sud pays. Ferdinand Ndinda Ndinda était Ingénieur en génie informatique et auteur de plusieurs ouvrages dont «Député de brousse», «Deux Caïmans dans un marigot», «Le sorcier

blanc et l'usine maudite» et «La couleur du gombo». Le 02 janvier 2019 sur la Nationale No3 (Douala-Yaoundé), le magistrat et chef traditionnel Michel Mahoué et son épouse trouvent la mort dans un accident de la route. Magistrat hors hiérarchie âgé de 61 ans et son épouse née Julienne Ndjekoum Ngounou ont tous les deux laissé leur vie. «Le magistrat Mahoué était au volant de sa Prado Land Cruiser avec à sa droite, son épouse. Sa voiture a fait une collision frontale avec un Toyota pick-up. La devanture de la voiture Prado, surtout le côté de la femme s'est émietté. C'est pour vous dire la violence du choc. La femme est morte sur place. Le mari a rendu l'âme après», a raconté un témoin. Mahoué Marcel était directeur des Affaires non répressives et du sceau au ministère de la Justice. Malade depuis de longs mois, Benjamin Gérard Asouzo'o était l'un des grands artisans des stratégies de Camtel depuis ces dernières années, dans leur lutte concurrentielle face à Orange et Mtn. Il était également le porte-parole de l'institution. Journaliste, il était avant son arrivée à Camtel il y a une dizaine d'années, en service à Radio Siantou puis à la Crtv Fm 94. Un véritable coup dur pour des employés de la Camtel qui venaient de dire au revoir à David Nkoto Eman en décembre, qui venait d'être remplacé par Paul Biya, après 13 années passées au poste de directeur général.

NTOUNGOU-GOLF

La Grande-Bretagne impliquée dans un scandale foncier

Cette représentation diplomatique fait valoir un titre foncier dont on ne retrouve pas la trace dans les documents d'archives. Une situation délicate quand on sait que la villa du chef de l'Etat se trouve à quelques mètres de là.

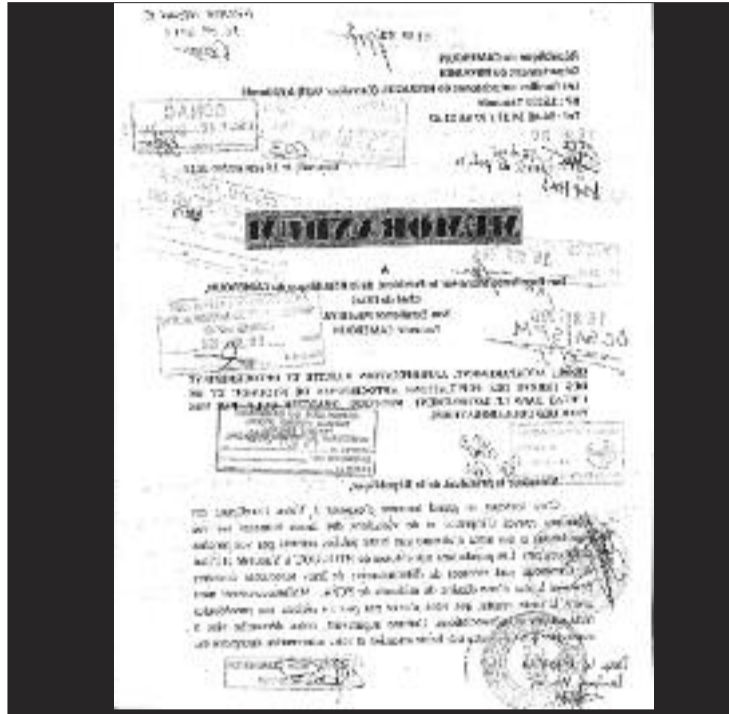
Michel Ange Nga et Crescence Yolande Akaba

ANtougou-Golf, dans l'arrondissement de Yaoundé II, Jean Claude Essomba, un natif du quartier, attend de prouver qu'il est le propriétaire d'un immeuble non bâti de plus de 6000 m² que le haut-commissariat de Grande Bretagne veut obtenir par la force. Depuis 2013, les deux parties se regardaient en chien de faïence. Et puis, mercredi dernier, le haut-commissariat de Grande Bretagne a engagé des travaux de construction d'une barrière sur le terrain querellé. Mais comme il fallait s'y attendre, M. Essomba est lui aussi passé à l'action en s'opposant à la poursuite des travaux d'érection de la barrière. Il s'apprête d'ailleurs à servir au haut-commissariat de Grande Bretagne une sommation d'arrêt des travaux. Quelle mouche a bien pu piquer le haut-commissariat de Grande Bretagne pour se mettre en porte-à-faux de cette manière ? Difficile de répondre à cette question car Mark Ganney, le diplomate britannique qui supervisait les travaux de construction de la fameuse barrière, a refusé toute interview. Mais Jean Claude Essomba se rappelle que M. Ganney lui a demandé à plusieurs reprises de le frapper. «

Pourquoi il voulait occasionner une rixe ? Je crois que l'ambassade de Grande Bretagne n'a aucun argument juridique à m'opposer, c'est pour cette raison qu'elle a voulu me pousser à la faute. Mais je ne suis pas un barbare. Au contraire, je crois à la justice de mon pays », raconte M. Essomba.

Conservation foncière

Ce fils de Ntougou-Golf a donc choisi la posture legaliste. C'est la raison pour laquelle il saisi le ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (Mindcaf) en recours gracieux. Pour comprendre cette démarche, il faut remonter à l'origine du problème. En 2013, Jean Claude Essomba apprend que le haut-commissariat s'enorgueillit de détenir un titre foncier sur une parcelle qu'il a immatriculé. Le titre foncier que lui oppose cette représentation diplomatique, qui a pour numéro 29940, s'avère malheureusement être un faux document : il n'est pas répertorié à la conservation foncière. Plus grave encore, on ne retrouve aucune trace de ce titre foncier douteux dans le titre mère de la Maetur (la Mission d'aména-



Le Mémorandum des populations de Ntougou adressé au chef de l'Etat en 2013 est resté sans suite.

gement et d'entretien des terrains urbains et ruraux). Et pourtant, c'est cette entreprise publique qui a vendu ce terrain au haut-commissariat de Grande Bretagne. Une transaction foncière qui n'étonne pas Jean Claude Essomba. Il rappelle qu'en 2013, une enquête commandée par le chef de l'Etat à Ntougou-Golf sur les expropriations de la Maetur a révélé que « la Maetur a obtenu du terrain en plus d'une superficie d'environ 63 232 m² ». En clair : cette entreprise, à l'époque où elle était dirigée par André Mama Fouda a vendu à des personnalités publiques et à cer-

taines institutions des parcelles de terrains spoliées aux autochtones de Ntougou-Golf.

Couple présidentiel

Le haut-commissariat de Grande Bretagne se retrouve donc au centre d'un scandale foncier en plein cœur de Yaoundé. Et pour ne rien arranger, le terrain que cette ambassade veut acquérir avec un faux titre foncier est dans le voisinage de la villa du couple présidentiel. Ce qui fait d'ailleurs dire à plusieurs observateurs, au fait de cette affaire, qu'il s'agit bien d'un pied de nez du haut-commissariat de Grande Bretagne au président camerounais. Surtout que malgré les preuves qui prouvent que son titre foncier est faux, le haut-commissariat de Grande Bretagne s'entête à vouloir poursuivre une affaire qu'elle est sûre de perdre. A la suite de son recours gracieux auprès du Mindcaf, Jean Claude Essomba a porté plainte au tribunal administratif de Yaoundé pour inexistance de titre foncier. Une procédure qui suit son cours. Parmi les documents que fait valoir M. Essomba, on retrouve une correspondance de Pascal Anong Adibime, ancien ministre des Domaines, adressée au délégué régional de son département ministériel. Ce document prouve que tous les titres fonciers délivrés aux autochtones de Ntougou-Golf ne faisaient pas l'objet d'une quelconque immatriculation. D'où sort donc le titre foncier 29940 attribué au haut-commissariat de la Grande Bretagne ? Il revient aux juges du tribunal administratif de trancher.

CAMTEL

Des licenciements massifs en cours

Les 50 employés premiers départs ont été enregistrés cette semaine pour indiscipline. On annonce une autre vague dans les prochains jours.

Par M.A.N

Dans l'entourage du nouveau directeur général de la Cameroon Telecommunications (Camtel), Judith Yah Sunday on s'est empressé de mettre les choses au clair: il s'agit d'une mesure disciplinaire et non d'une chasse aux sorcières. En d'autres termes, les proches de l'ancien patron de Camtel, David Nkoto Emane, ne sont pas visés. Par contre, de nombreux employés de la boîte, recrutés par ce dernier, sont dans le viseur. Avec une masse salariale estimée à plus d'un milliard de Fcfa et des caisses exsangues, la Camtel doit rapidement dégraisser son personnel au risque de sombrer. La nomination de Judith Yah Sunday, en décembre dernier, a remis sur la table les nombreux soupçons de recrutements complaisants attribués à l'ancienne équipe. En 2015, ces soupçons avaient obligé le Contrôle supérieur de

l'Etat (Consupé) à passer à l'action. Cette institution publique, chapeauté par le président de la République avec pour mission de contrôler les finances publiques, a séjourné pendant plus d'une année dans les locaux de la Camtel à Yaoundé. «Les contrôleurs du Consupé ont vérifié les diplômes de tous les employés. Ils allaient même dans les écoles qui nous ont formés», se rappelle un cadre de Camtel, qui a requis l'anonymat. Ce dernier ajoute que les fins limiers du Consupé ont produit un rapport accablant. Malheureusement, ce document a été rangé dans les tiroirs. Il pourrait bien ressortir s'il est vrai que Judith Yah Sunday a reçu pour mission du chef de l'Etat d'améliorer les finances de cette entreprise de téléphonie, détenue à 51% par l'Etat du Cameroun. Un impératif quand on sait que les bailleurs de fonds continuent de demander au Cameroun de

vendre ses parts à un privé. Ce que s'est toujours refusé à faire le pouvoir de Yaoundé. Il ne reste plus qu'à savoir jusqu'où Judith Yah Sunday est prête à aller. Des confidences obtenues à bonnes sources à la Camtel indiquent que les recrutements complaisants, qui font couler beaucoup de salive dans les couloirs de cette entreprise, concerne près de 3000 employés, sur les 7 000 qui sont actuellement pris en charge. Les mêmes confidences révèlent que l'enquête du Consupé a démasqué de nombreux cas d'employés qui travaillent sans qualification requise ou tout simplement avec des faux diplômes. Ce qui fait dire à la source citée plus haut que de nouveaux licenciements arrivent. «Il faut nettoyer tout ça», fait-il savoir. Plus grave, en plus de ces faux diplômes, «de nombreux fonctionnaires, qui sont encore pris en charge dans leurs administrations d'origine, continuent de percevoir un salaire chaque mois payé par Camtel», confie notre source. Un autre dossier sur lequel Judith Yah Sunday est attendue.

EAU POTABLE

L'Ani vole au secours des populations

Le projet visant l'installation de six points d'eau dans la ville de Yaoundé et ses environs a été dévoilé aux médias hier, au cours d'une conférence de presse de son promoteur, Romuald Nkongo Dzomo.

Par C.Y.A

Le besoin en eau potable va croissant dans la ville de Yaoundé et ses environs. Face à ce cri quotidien des populations, l'organisation non gouvernementale Agis Note Innove International (Ani) a pris l'initiative d'annoncer la mise en place de six points d'eau dans la capitale politique. Au cours de la conférence de presse que son promoteur, Romuald Nkongo Dzomo a donnée hier à Yaoundé, l'on a appris que les quartiers Elig-edzoa, Eman, Etoudi, Tongolo et Messassi sont retenus pour abriter ces points d'eau. Dans l'arrière-pays, les habitants du village Ebombo à Sa'a dans la Lékié bénéficieront d'un forage. «Le projet vise à développer des infrastructures pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Yaoundé par la mise en place de six forages avec pompe à motrice, la création du comité de gestion du point d'eau et la sensibilisation des bénéficiaires. Cette installation vient renforcer les diagnostics territoriaux mis en place il y a quelques années ayant pour priorité l'accès à

l'eau potable dans les quartiers populaires», a expliqué Romuald Nkongo Dzomo.

«Nous avons démarré par les études géophysiques. En ce moment, elles sont en train d'être faites par le cabinet Bet Bonyet. Ce cabinet va aussi encadrer toute la dynamique d'installation des points d'eau», complète M. Dzomo qui est ferme à dire que les populations pourront éteindre leur soif d'ici la fin d'année. Grâce à ce projet, le taux des maladies hydriques comme le choléra, la fièvre typhoïde qui font de la résistance au sein des ménages pourrait être revu à la baisse. A travers ce projet Ani vise un accès constant à l'eau potable, l'amélioration de la santé et de l'hygiène des populations à travers la diminution des risques sanitaires hydriques. Sur le prisme environnemental Ani cible l'assainissement des milieux de vie. Une idée saluée par le chef du service de l'économie, de la planification et du développement local à la mairie de Yaoundé I, Théodore Eloundou.

ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEUR

Des cours de soutien pour préparer les examens de fin de semestre

Pour assurer leur succès, les étudiants de l'université de Yaoundé 1 s'organisent en groupes de travail tutorés moyennant un paiement.

Par Elvis Serge Nsaa

Les examens du premier semestre à l'université de Yaoundé 1, auront lieu du lundi 21 janvier au jeudi 24 janvier 2019, indique le communiqué du recteur de cette institution, Maurice Aurelien Sosso. Ainsi, pour «aider» les étudiants à préparer cette échéance, les étudiants se groupent autour des doctorants et chargés de travaux dirigés qui leur font des cours de soutien, moyennant des sommes d'argent. Les groupes portent des noms aussi variés que les étudiants, «clubs scientifiques» ; «Groupe d'encadrement des étudiants de biologie animale (Geeba)», «le cercle d'histoire géographie et d'archéologie» ; «le Cercle de philo-psycho-socio-anthropologie» ; etc. Pour 1500Fcf, les étudiants de la Faculté des arts, lettres et sciences (Falsh), de l'université de Yaoundé 1 bénéficient des cours de préparation pendant un an.

Le Cercle d'histoire géographie et d'archéologie et le cercle de philo-psycho-socio-anthropologie, organisent les cours de remise à niveau dès le lancement de l'année académique. Ces cours de préparation ont lieu dans les salles des travaux dirigés (Td), les blocs pédagogiques

et les salles du cercle. Il n'y a pas un programme fixe. Généralement c'est le cours de l'amphi qui est repris par les moniteurs, avec plus d'explications et des orientations bibliographiques. Le cercle dispose d'une bibliothèque, les étudiants abonnés peuvent consulter les ouvrages sur place ou faire des photocopies. Par ailleurs, les différents moniteurs mettent à la disposition des étudiants, des fascicules, des anciennes épreuves et des fiches de révision pour que les étudiants continuent le travail à la maison.

Moniteur

«Je recommande toujours aux étudiants de suivre le cours à l'amphi, ensuite, de relire son cours à la maison et détecter les difficultés de lui-même, avant de venir au cercle solliciter l'aide d'un moniteur», explique, le président du cercle d'histoire géographie et d'archéologie, Francky Zé Zé. Pour lui, les étudiants doivent se présenter aux examens avec une chance optimale de réussite. Pour bénéficier de ces enseignements et avoir accès pendant douze mois à la bibliothèque du cercle, il faut être étudiant et régulièrement inscrit à la



Des étudiants.

(Falsh), de l'université de Yaoundé 1 et payer son abonnement à 1500Fcf l'an. Et si certains groupes sont nouveaux, d'autres par contre semblent avoir établi leur notoriété dans le domaine. D'après Francis Zeukeng, responsable du «Groupe d'encadrement des étudiants de biologie animale (Geeba)» de la faculté des sciences de l'université de Yaoundé 1, le secret de la réussite réside dans le traitement des anciennes épreuves.

«Il s'agit en effet des cours de remise à niveau, juste pour accroître le niveau de compréhension des étudiants par rapport à une discipline donnée. Nous revenons sur les cours dispensés à l'amphithéâtre par les professeurs, mais nous entamons aussitôt les programmes du premier semestre. Nous faisons des évaluations après avoir traité les

épreuves des années précédentes», explique le moniteur. Efficace ou non, ces cours semblent avoir un certain succès. On ne perd rien à essayer. Ces cours sont dispensés par les étudiants inscrits en cycle de recherche des différents départements de la (Falsh) et de la (Fs). Les cours durent en moyenne 3 heures par séance. Conformément au calendrier académique 2018/2019, l'Université de Yaoundé 1 (Uy1) vit en ce moment, sur le plan académique, au rythme des préparations aux examens de fin du premier semestre.

Dans les différents décanats, des mesures sont mises en place pour que tout se passe dans de bonnes conditions. Les chefs d'établissements ont rendu publics une semaine avant le début des examens les listes des candidats et les répartitions des salles de composition.

FRANCIS ZEUKENG

«Nous travaillons dans l'illégalité»

D'après le promoteur du Groupe d'encadrement des étudiants de biologie animale (Geeba), aucune loi universitaire n'autorise les cours de préparation au sein des campus.

Propos réalisés par E S N

Comment le Groupe d'encadrement des étudiants de biologie animale (Geeba) est organisé?

Pour l'organisation, on a un responsable du groupe qui gère en même temps le secrétariat, l'inscription des étudiants (1000Fcf/semestre) et la recherche des salles, et la programmation des cours. Pour avoir accès à la salle, chaque étudiant doit payer entre 250Fcf et 300Fcf, pour une séance de trois heures. Il recrute les enseignants en fonctions des cours à dispenser, et chaque enseignant prépare son cours et ses fiches d'évaluations. En ce qui me concerne,

je travaille uniquement sur les matières qui semblent plus complexe pour les étudiants, dans le but d'avoir le maximum des étudiants. Il faudrait d'abord observer la demande et les difficultés rencontrées par la majorité des étudiants avant d'envisager organiser les cours. Car, pour être juste, ces cours sont faits d'abord dans un but lucratif, malgré la volonté de vouloir aider les étudiants en difficultés.

Quel est le profil des personnes qui dispensent ces cours?

Les cours sont dispensés par les « aînés académiques » qui



sont pour la plus part des étudiants. Par le passé, ces cours étaient organisés par différents clubs de filières au sein des facultés, ainsi que par certains groupes indépendants ou encore « groupe de répétition ». Mais

tout ceci se fait à l'insu de l'administration de l'université, car aucune loi universitaire n'autorise de telles activités au sein des campus. Certains groupes sont spécifiques à une filière donnée, alors que d'autres embrassent toutes les filières, tant qu'ils ont le personnel pouvant dispenser ces cours.

Où se déroulent ces cours?

Ces cours se déroulent pour la plupart dans les locaux de l'université, généralement dans les salles prévues pour les travaux dirigés et pratiques. Pour avoir ces salles, nous négocions avec le concierge de chaque bâtiment ou bloc pédagogique, ceci souvent à un taux très élevé. A titre d'exemple, pour occuper une salle au nouveau bloc pédagogique, quatre à cinq fois par semaine, il faut déboursier une somme de 40 000 Fcf pour un semestre. Soit 80 000

Fcf l'an.

Comment préparez-vous les cours?

D'abord, je suis le cours à l'amphi, pour être en phase avec l'enseignant qui dispense le cours. Ensuite, je prépare un cours similaire, complet et détaillé et assorti d'exemple pour faciliter la compréhension aux étudiants, puis, je prépare une série d'exercices devant ressortir toutes les difficultés que peut rencontrer un étudiant. Ces exercices sont remis aux étudiants sous forme de fiches de travaux dirigés, puis corrigés en plénière par le responsable de l'unité d'enseignement.

Quel bilan en dressez-vous?

Ces cours sont très appréciés par les étudiants conscients qui veulent relever leur niveau. J'ai souvent près de 90% de validation pour un cours dont les difficultés sont connues de tous dans la filière.

CANCER DU CERVEAU

Est une tumeur incontrôlée

Parmi les facteurs de risque connus de cette affection, on cite l'utilisation fréquente du téléphone portable.

Par Elvis Serge Nsaa

Lydie Yonga est internée depuis près d'un mois au pavillon haut standing de l'Hôpital central de Yaoundé (Hcy). Elle n'a pas pu passer les fêtes de fin d'année et de nouvel an, dans la maison familiale avec ses enfants. La cause au cancer dont elle fait face, depuis le 10 décembre 2018. En a croire sa fille cadette Audrey Yonga, la dame de 59 ans, mariée et mère de cinq enfants n'a manifesté aucun symptôme avant son hospitalisation, en dehors quelques maux de têtes dont elle se plaignait chaque fois. «C'est quand elle est entrée dans le coma, que nous avons réalisé que sa maladie est vraiment sérieuse», explique, la fille de 25 ans, en larmes. Une fois conduite aux urgences de l'Hôpital central de Yaoundé, le diagnostic des médecins a relevé que la quinquagénaire souffre d'une tumeur cérébrale primitive, ou encore cancer du cerveau», explique, le neurochirurgien Victor Signé.

A en croire le neurochirurgien, le cancer du cerveau est une masse de cellules anormales qui se multiplient dans le cer-

veau de façon incontrôlée. Les cancers du cerveau sont relativement rares, mais ils sont souvent mortels, se désolé-t-il. D'après le neurochirurgien, il existe deux grands types de tumeurs cérébrales, à savoir, les tumeurs bénignes (non cancéreuses) et les tumeurs malignes (cancéreuse). En ce qui concerne les tumeurs bénignes, elles se forment assez lentement et restent le plus souvent isolées des tissus cérébraux voisins. Elles ne se propagent pas à d'autres parties du cerveau ni à d'autres organes et sont généralement plus faciles à extraire par chirurgie que les tumeurs malignes, explique le Dr. Victor Signé.

Cependant, certaines tumeurs pourtant bénignes demeurent inextirpables du fait de leur localisation, précise-t-il. Il n'est pas toujours facile de distinguer les tumeurs malignes. C'est pourquoi il est parfois difficile de les extraire entièrement sans endommager le tissu cérébral avoisinant. Il est possible qu'une tumeur au cerveau ne cause aucun signe ni symptôme aux premiers stades



de la maladie. Même si les signes et symptômes peuvent apparaître soudainement ou se manifester graduellement et s'aggraver au fil du temps. D'après le Pr. Vincent de Paul Djientcheu, neurochirurgien, les symptômes apparaissent lorsque la tumeur se développe dans les tissus cérébraux voisins et perturbe le fonctionnement normal de cette région. A ce stade, la tumeur fait enfler le cerveau, ce qui a pour effet d'accroître la pression à l'intérieur du crâne et cela repousse des parties du cerveau vers d'autres régions de ce même

organe. Malheureusement, cette pression bloque le passage du liquide céphalorachidien. Parmi les facteurs de risque connus du cancer du cerveau, on retrouve des antécédents de radiation à la tête ; l'utilisation fréquent du téléphone portable ; l'immunosuppression (par ex. les personnes qui prennent des médicaments qui affaiblissent le système immunitaire, les personnes atteintes du vih/sida) et en fin, une exposition au chlorure de vinyle (un produit chimique utilisé pour la fabrication des plastiques). D'après le Dr. Victor Signé, pour diagnostiquer la maladie, il procède par une tomographie ou (Irm) du crâne. «L'Irm nous permet de définir la nature de la tumeur, si elle est maligne ou bénigne avec un taux de précision de 93%. Les systèmes d'imagerie modernes fournissent des images nettes et précises des tissus tumoraux pendant la chirurgie du cerveau. En cas de maladie, la première option de traitement est toujours la chirurgie. Notre but est d'éliminer à la fois les tumeurs bénignes et malignes avec autant de succès que possible et sans causer de préjudice supplémentaire au patient. La plupart du temps, ces interventions ne guérissent pas le cancer du cerveau, mais elles permettent de maîtriser la tumeur pendant des mois.

PR. CHRISTELLE NGANNÉ

«Les causes du cancer du cerveau demeurent inconnues»

D'après le médecin généraliste, pour se prémunir du cancer du cerveau, il est conseillé de voir son médecin dès l'apparition des premières manifestations que sont: les maux de têtes inhabituels, persistants et résistant aux traitements antalgiques.

Propos recueillis par E S N

Quelles sont les causes des tumeurs du cerveau?

Les causes sont mal connues. Mais, dans la grande majorité des cas les tumeurs cérébrales ne sont pas héréditairement transmissibles. Il existe cependant certaines mutations héréditaires, rares, prédisposant au cancer du cerveau. Il faut également noter que le cancer du sein, du poumon, de la peau, ou des cellules sanguines peut également se propager au cerveau, provoquant un cancer du cerveau métastatique. Ces

groupes de cellules cancéreuses peuvent alors se multiplier dans une région unique ou dans plusieurs parties du cerveau.

Comment se manifestent la tumeur?

On peut schématiquement considérer trois types de symptômes différents : Céphalées liées à une augmentation de la pression à l'intérieur de la boîte crânienne (les maux de têtes sont inhabituels, persistants, résistant aux traitements antal-



giques, souvent associés à des nausées ou des vomissements) ; la crise d'épilepsie liée à une « irritation » de la surface du cerveau par la tumeur. Elles peuvent être généralisées (mouvement anormaux des 4 membres, perte de connais-

sance ...) ou partielles (mouvement ou sensation anormaux d'un membre, perte de contact avec automatismes moteurs...). Les symptômes débutent brutalement, disparaissent en quelques minutes et se reproduisent généralement de façon

stéréotypée ; et enfin les signes neurologiques liés à la localisation de la tumeur. Il peut s'agir de paralysies, de troubles de la parole ou de la vue, de troubles de l'équilibre ou encore de perturbation des fonctions intellectuelles.

Quelles sont les différentes formes de prise en charge?

Il existe différents moyens de traiter une tumeur cérébrale : la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie. Ces trois approches peuvent éventuellement être associées. L'objectif est de stabiliser ou d'éliminer la tumeur, de réduire le risque de récurrence, d'améliorer ou de prévenir les symptômes liés à la tumeur. Le choix de la stratégie thérapeutique ne repose pas sur le choix d'un médecin isolé mais fait l'objet d'une discussion pluridisciplinaire regroupant les différents spécialistes impliqués dans cette pathologie.

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Le Lom-et-Djèrem a réalisé 78% en 2018

Un résultat jugé satisfaisant par les membres du Comité départemental de suivi au terme de l'exercice budgétaire.

Par Ange-Gabriel Olinga

108 projets étaient inscrits dans le Budget d'investissement public (Bip) en 2018 pour un montant d'un milliard 37 millions Fcfa. Certains ont pu être reconduits pour l'exercice 2019. Afin que ceux-ci ne tombent pas totalement dans la forclusion, le Comité départemental de suivi du Bip du Lom-et-Djèrem, qui s'est réuni mercredi 16 janvier 2019 a résolu de rencontrer l'autorité de tutelle dans un bref délai. S'agissant des travaux publics, deux projets de construction ont été compromis. Il s'agit de la construction du bâtiment devant abriter l'inspection d'arrondissement de l'Education de base de Garoua-Boulai, dont les travaux n'ont pas commencé jusqu'à ce jour. Idem pour les travaux de construction de l'abattoir municipal de la même ville.

Un projet de 60 millions dont le taux d'exécution des travaux se situe à 5%. Concernant les projets routiers, quatre communes sur huit que compte le département ont pu exécuter leurs projets. Il s'agit des communes de Ngoura, Garoua-Boulai, Mandjou et Bertoua II. D'autres par contre ne l'ont pas fait pour diverses raisons. À propos des équipements, les projets de moins de 5 millions, la plupart ont été exécutés sauf un. Il s'agit du projet d'appui pour l'aménagement du mo-

nument du Fenac (Festival national des arts et de la culture) dans l'arrondissement de Bertoua I I. S'agissant des projets d'eau et d'assainissement, le taux d'exécution s'élève à 58%. Deux projets de construction des forages n'ont pas été réalisés au cours de l'exercice 2018, notamment dans les villages Woutchaba, dans l'arrondissement de Belabo et à Mbelka du côté de Diang.

Dans le Lom-et-Djèrem, les goulots d'étranglement à l'origine des multiples retards dans le démarrage des travaux sont communs. Il s'agit de la mauvaise interprétation des textes, et la non maîtrise des procédures par les exécutifs communaux et certains gestionnaires de crédits. «Raison pour laquelle nous insistons toujours sur la collaboration entre les différents intervenants que sont les ministères des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières ; des marchés publics ; des Travaux publics et les collectivités territoriales décentralisées. Il faut absolument que tous ces acteurs travaillent en synergie pour accélérer l'exécution des projets», recommande Charles Zobomé, président du Comité départemental de suivi des projets Bip dans le Lom-et-Djèrem.

Incapacité



Séance d'évaluation.

Du côté de l'administration, il y a le problème de retard dans la passation des marchés à cause des dossiers mal ficelés; l'incapacité de certains entrepreneurs à bien monter leurs dossiers d'appels d'offres (Dao) ; la programmation des marchés non matures. Ce qui explique les retards de démarrage et la notification des marchés», explique Ateba Onona, délégué départemental du ministre de l'Economie. Bien plus, il dénonce «les retards observés dans la transmission des Dao». Par ailleurs, les membres du comité départemental de suivi participatif du Bip notent «l'incompétence et des irrégularités des missions de contrôle sur le terrain. Il y a également l'appétit vorace de certains maires à vouloir exécuter certains marchés en régie. Conséquences immédiates, de nombreux projets démarrent hors délais, parfois sans respecter les règles et sans mesure coercitive».

De leur côté, les prestataires

évoquent d'énormes difficultés. «Nous constatons de nombreux disfonctionnements dans les services financiers de l'Etat. Il manque de fluidité dans les circuits de paiement. Vous préfinancez un travail à la fin, on conditionne votre paiement. Beaucoup parmi nous sont allés en prison, et ne sont plus crédibles auprès des banques simplement parce que l'Etat traîne à payer ses factures. Raison pour laquelle vous constatez ce désintéressement pour les projets du Bip», explique Nine Daniel Bilim, président des entrepreneurs de l'Est. Ce dernier dénonce également la pression fiscale dont ils sont victimes. Comme lui, Emmanuel Biya Mbembe, membre de la société civile, parle de la sous-évaluation des projets. Pour lui, «l'Etat doit tenir compte des réalités du terrain avant de fixer les montants de ses projets. Il est inadmissible qu'on construise une salle de classe à Yaoundé à cinq millions de francs Cfa, et que la même salle de classe de classe soit construite à Ngoura aux mêmes prix et sans tenir compte du fait que certains matériaux ne se trouvent pas sur place». Pour lui, l'Etat doit revoir l'enveloppe budgétaire de l'Est. Cette année, le département du Lom-et-Djèrem a bénéficié de 178 projets pour une enveloppe globale estimée à plus de deux milliards de Fcfa. Soit une augmentation de 100% en raison de la dotation de 100 millions de francs Cfa donnée à chaque commune dans le cadre de la décentralisation pour l'exercice 2019.

AGRICULTURE

La production en hausse à l'Est

La révélation a été faite par le délégué régional de l'Agriculture pour l'Est à Bertoua à l'occasion du Comice agropastoral de Bertoua.

M. F. N

Dans la région du soleil levant, la production agricole a été bonne en 2018. On a enregistré une hausse de 10%, selon les acteurs présents au Comice agropastoral de Bertoua. Ces derniers indiquent que cela est dû aux facteurs naturels et conjoncturels. Le délégué régional du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), M. Nek qui a fait état de cette évolution, veut davantage impliquer les élites. «Elles qui sont de plus en plus nombreuses à s'intéresser ou à intéresser les autres au travail de la terre en injectant des moyens financiers importants. Il y a aussi les

jeunes dont le regain d'intérêt pour les travaux champêtres est réel. Ces jeunes sont de plus en plus engagés et sont soutenus par des projets et programmes mis en place par le Minader», explique M. Nek.

On a également appris lors du Comice agropastoral de Bertoua, que deux agri-business sont ouvertes à Batouri et à Abong-Mbang. Pour les acteurs de la filière cela signifie que l'agriculture de deuxième génération est en marche. «La région de l'Est est une grande opportunité en termes de développement agricole pour notre pays. C'est une région qui a de vastes terres et des pâturages propices



pour l'élevage. L'Etat apporte des appuis à tous ces acteurs», déclare Patrick Mvondi Nna, secrétaire général du Minader. A titre de rappel, le Comice agropastoral de Bertoua s'est déroulé du 20 au 22 décembre 2018.

C'est le stade de football du Centre national de jeunesse et des sports (Cenajes) de Bertoua

qui a abrité cet événement. Les éleveurs et les agriculteurs, ont répondu présent à l'évènement. Ils ont trouvé au Comice, le lieu propice pour montrer aux autorités administratives, organismes d'appui et populations de la ville de Bertoua, le fruit de leur labeur. Pour le gouverneur Grégoire Mvongo, qui a présidé l'ouverture solennelle, il était

question de palper l'engagement des acteurs agropastoraux à gonfler la production. C'est aussi l'opportunité pour les institutions qui accompagnent les pouvoirs publics de rencontrer en face leurs cibles. Au-delà de tous ces aspects, ce mini-comice donne l'opportunité aux exposants de faire des affaires. Les ménagères de la ville de Bertoua ont pris d'assaut les lieux pour se procurer les produits disponibles à des coups taillés à la mesure de toutes les bourses, en cette période de fêtes de fin d'année. Selon les indications du délégué régional de l'Agriculture et du développement rural, le mini-comice régional a facilité la vie aux populations et a permis aux meilleurs exposants de bénéficier des appuis de divers ordres. M. Nek a parlé des intrants agropastoraux, des brouettes, des machines à écraser entre autres.

BENOÎT ASSO'O EMANE

Le général passe de la deuxième section au repos

D'après un communiqué du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, l'illustre militaire est décédé hier, 17 janvier 2019 des suites de maladie.

Par Léger Ntiga

La nouvelle a été officiellement rendue publique hier dès les premières heures. En effet, le ministre délégué à la Défense, Joseph Beti Assomo a rendu officiellement publique la nouvelle du décès de l'officier général Benoît Asso'o Emane, à l'hôpital de la Cnps à Yaoundé dans la nuit du 16 au 17 janvier 2019. Le général de division placé à la deuxième section le 29 juin 2017, était interné depuis quelques semaines à l'hôpital de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps). «Il était tombé gravement malade depuis trois semaines. On l'a d'abord conduit à l'Hôpital général. Et comme sa situation se compliquait, on a introduit son dossier pour une évacuation sanitaire avec l'aide du chef de l'Etat. Alors que son état promettait, il a rechuté au point qu'on a été obligé de le transférer à l'hôpital de la Caisse en attendant la procédure d'évacuation», a expliqué un parent du défunt.

Agé de 82 ans, il était en charge du Quartier général de Yaoundé au moment du coup d'Etat du 06 avril 1984. Sous sa direction, le déploiement de ce régiment de l'armée de terre chargé de la protection de la capitale sera d'une grande efficacité dans les opérations de défense de Yaoundé. Officier de l'armée et général de division, le fils de Barnabé Emane Asso et de Thérèse Nno Assa'a, fait partie des éléments les plus redoutés des forces de défense et sécurité du Cameroun. Né le 21 juin 1937 à Essong dans la région du Sud, il est en première ligne au petit matin du 06 avril 1984 alors que des éléments de la garde républicaine à l'époque tentaient de prendre le pour. Commandant du Quartier général alors, il organise la résistance et passe à l'offensive aux côtés du colonel

Douala Massango, sous l'encadrement du général Pierre Semengue,

Ecole de guerre

Le 6 novembre 1959, Benoît Asso'o Emane entre dans l'armée française. Peu après, il se forme à l'Emia, d'où il sort en 1961 avec le grade de sous-lieutenant. En 1963, il est admis à l'Ecole d'application de l'armée blindée à Saumur en France. Dans les années 70, il présente des émissions militaires sur les antennes radiophoniques nationales. En 1977, il suit à nouveau un stage mais cette fois-ci à l'Ecole de guerre en Belgique. Il est diplômé du War College, où il est parti avec le rang de sous-lieutenant en 1961. Le 29 décembre 1978, il est promu au grade de Lieutenant-Colonel. Nommé commandant du régiment du Quartier général à Yaoundé le 05 novembre 1983, il est ensuite promu au grade de Colonel le 29 juin 1984, après avoir défendu valablement les institutions républicaines lors de la tentative avortée de coup d'Etat en avril 1984.

Il était commandant du bataillon de chars dans la ville de Dschang dans la province de l'Ouest en 1961 et a occupé le même poste dans la ville de Nkong-samba, située dans la province du Littoral en 1962. De 1967 à 1971, il a été commandant du centre de formation d'infanterie de Ngaoundéré, la capitale de l'actuelle région de l'Adamaoua, et à partir de 1971. De 1973 à 1977, il a été commandant du bataillon de blindés et de reconnaissance à Douala, quartier général provincial du Littoral. Le 13 avril 1989, Benoit Asso'o Emane est promu au grade de général de brigade et le 17 juillet 1992, il est relevé de ses fonctions de commandant du Quartier général. Nommé par la suite



commandant de la huitième région militaire à Bertoua le 26 février 1993. L'officier général devient, le 06 septembre 1998, commandant de la cinquième région militaire à Ngaoundere, région de l'Adamaoua. Le 25 septembre 2001, il est promu au grade de général de division et nommé commandant de la première région militaire.

Légendes

Objet de nombreux fantasmes, le colonel devenu général Asso'o était aussi connu d'après une certaine opinion pour certaines tendances occultes. Proche des Pygmées et conscient de leurs pouvoirs, on dit de lui qu'il a fait l'objet de nombreuses initiations. Commandant du quartier général de l'armée, le général Asso'o avait la réputation de garder un lion dans sa résidence. Entre Légende et réalités, des éléments en faction à la résidence du colonel de l'époque disaient entendre des rugissements répétés qui semblaient, à

dessein, les préparer aux épreuves de courage. Certains disent avoir régulièrement vu de nuit, le lion, majestueux, souple, seigneurial, mais prudent. Il gardait une bonne distance, marchait lentement, comme faisant le tour du propriétaire, puis disparaissait dans les ténèbres de la concession.

Dans la troupe en tout cas, le défunt général est unanimement reconnu comme un brillant soldat. Un manager rigoureux de ses hommes et des biens. Très averti des questions tactiques, très bon stratège, les jeunes générations disent de lui qu'il était redoutable au combat. Ceux qui l'on vu à l'œuvre lors du conflit de Bakassi s'en souviennent. Homme cultivé, il s'est essayé à l'écriture et avait pour projet de publier ses mémoires. Durant sa carrière, il aura produit le controversé ouvrage «Cassandra au pays des cannibales». Un livre souvent considéré comme étant à l'origine du départ du héros du 06 avril 1984 pour Bertoua.

CÉLÉBRATION DE LA VIE

du

Patriarche

Prosper MBASSI

14 février 2019:

12h : Mise en bière à l'Hôpital général de Yaoundé
 13h : Messe en la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé
 Transfert de la dépouille à l'Auditorium Jean Paul II de Yaoundé
 20h : Début de la veillée par une messe

15 février 2019:

09h : Départ de la dépouille pour Monatéle
 11h : Messe à la Paroisse St Tobie de Monatéle
 Installation de la dépouille au domicile du défunt
 20h : Veillée et messe, jusqu'à l'aube

16 février:

10h : Début des cérémonies traditionnelles à la Place Eloum Zobo de Monatéle
 13h : Messe
 Témoignages
 Oraison funèbre
 Procession et inhumation au caveau familial



PROGRAMME

Recueillement tous les soirs au domicile familial au Camp-Sic Cité-Verte à Yaoundé, logement C.53, anciens bâtiments.

JEUDI 24 JANVIER 2019

20H00 : Messe suivie d'une veillée sans corps à la Cité-Verte (logement ci-dessus indiqué)

VENDREDI 25 JANVIER 2019

11H00 : Levée de corps et mise en bière à l'Hôpital Central de Yaoundé, puis messe.
 12H30 : Départ du cortège funèbre pour la Cité-Verte (logement ci-dessus indiqué).
 13H30 à 14H30 : Installation de la dépouille et prière à la Cité-Verte, (logement ci-dessus indiqué).
 15H00 : Départ pour le Village à Sombo-Chefferie, axe-lourd Yaoundé - Douala, 7km après Boumyebel.
 17H00 : Arrivée et installation de la dépouille au domicile familial à Sombo-Chefferie.
 20H00 : Office religieux, suivi d'une grande veillée jusqu'à l'aube.

SAMEDI 26 JANVIER 2019

10H00 : Début des cérémonies
 11H00 : Office religieux et témoignages
 14H00 : Inhumation dans la stricte intimité familiale
 * Collation

* Jésus dit : je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en moi vivra, quand même il serait mort *

Jean 11, 25



*" Jésus dit : je suis la résurrection et la vie.
 Celui qui croit en moi vivra, quand même il serait mort "*
 Jean 11, 25

CHANTIERS DE LA CAN

Hypothétique sur la livraison des chantiers

Les travaux sont à l'arrêt sur les différents sites, faute du déblocage des moyens financiers par le gouvernement.

Par Gisèle Lekini

De Douala à Japoma, à Garoua en passant par Yaoundé à Olembé, les chantiers des infrastructures de la Can sont à l'arrêt. Les engagements pris par les entreprises adjudicatrices de livrer leurs travaux en fin mars 2019, risquent d'être démentis. Une situation qui risque de rejaillir sur le président de la République, Paul Biya qui s'est solennellement engagé à livrer ses chantiers «le jour dit». Cette hypothèque est due au retard causé par le gouvernement qui traîne les pieds à payer les différents décomptes dus aux entrepreneurs. Au lendemain de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2019 au Cameroun, présidant une réunion de crise, le Premier ministre, Philemon Yang à l'époque, relayant une instruction du chef de l'Etat, Paul Biya, avait demandé aux membres du gouvernement impliqués dans les chantiers, de faciliter le décaissement des fonds aux fins de faire aboutir les travaux. Depuis lors, pas un franc ne leur a été payé. Au ministère des Finances (Minfi) on parle des audits des urgences à payer. Il s'agit également de

parcourir à nouveau le cahier de charges qui exige l'obligation à se soumettre à un vaste programme de construction et de développement des infrastructures sportives, celles liées aux transports, à la communication, à l'hôtellerie, à la sécurité et à la santé. Pour autant l'ancien ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mpwatt a multiplié des blocages administratifs. Après avoir pendant plus d'un mois refusé de viser les dossiers soumis, il a partiellement sanctionné certains 48h avant le décret présidentiel le nommant au ministère des Arts et de la Culture. De même que le ministre d'Etat chargé du Tourisme Maigari Bello Bouba qui exige des commissions de 100 millions de Fcfa par opérateur.

Corruption

Ce qui veut dire que la corruption s'est installée dans les circuits de traitement des dossiers. Coinçant ainsi les responsables des entreprises. En bref, les instructions du chef de l'Etat Paul Biya ne sont pas suivies à la lettre. Rien n'est fait pour faire accélérer le



Chantier du stade Paul Biya d'Olembé.

rythme et la cadence des travaux pour qu'ils soient achevés en fin mars 2019. Ce d'autant plus que ces travaux sont programmés dans le plan d'action du chef de l'Etat, dans le cadre de l'embellissement des villes camerounaises. Sur le terrain, à Olembé par exemple, l'on constate un ralentissement des travaux et une sorte de démobilitation des personnels. Personne n'est déterminé à tout livrer dans les délais. Même si les responsables du groupe italien Piccini disent que le stade Paul Biya pourra accueillir son premier match en mars 2019.

Inutile de s'attarder sur les travaux routiers et ceux de voirie et de drainage dans les sites ayant été retenus pour accueillir la grand-messe du football africain, qui n'avancent pas. Or, ces travaux devraient se poursuivre et s'achever à temps, selon l'engagement du chef de l'Etat. Il est donc impérieux que le président veille sur cette situation afin des solutions soient trouvées pour mettre un terme aux différents blocages qui ne permettent pas aux entreprises adjudicatrices et missions de contrôle des différents chantiers de redou-

bler d'efforts pour que ces travaux soient achevés à temps, en fin mars 2019. Il est vrai que pour 2019, les efforts du gouvernement, dans le secteur des sports et de l'éducation physique, seront prioritairement orientés vers le parachèvement et la livraison de toutes les infrastructures sportives. Mais aussi routières, hôtelières, hospitalières, de télécommunications et de transport prévues dans le cahier de charges de la Caf pour garantir la pleine réussite de l'organisation de la Can au Cameroun.

CRISE DANS LE CANON ET LE TONNERRE

Joshua Osih dépêché pour recoller les morceaux

Les deux clubs de la ville de Yaoundé sont plongés dans une tourmente qui dure depuis des années.

Par G L

Parmi les 22 résolutions adoptées au terme des travaux de la première session ordinaire du Comité exécutif de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) tenus le 14 janvier 2019 à Yaoundé, figure la désignation de l'honorable Joshua Osih, commis pour concilier toutes les parties en conflit dans le Canon sportif et le Tonnerre kalara club de Yaoundé, aplanir les points d'achoppement entre les parties. Le cas contraire, les deux clubs de la capitale seront radiés des activités de la saison sportive 2018-2019. Le candidat du Sdf pour le présidentielle 2018 qui

proposait le soutien des collectivités territoriales décentralisées aux équipes locales par la mise à disposition des aires de jeux et des subventions, aura fort à faire avec les démons de la division, de la dissidence. Au sein de la famille Canon comme dans celle du Tonnerre, les saisons sportives se suivent et se ressemblent. Les deux clubs mythiques de la capitale sont en perte de vitesse. Chaque année, les deux clubs sont minés par des guerres de leadership et batailles de clans. Cette saison encore, les factions s'affrontent pour le contrôle de ces équipes. Chez



TKC.

les Kalara boys, ce sont Esomba Mani et Stéphane Semengue qui se disputent la chaise de principal responsable du club de Mvog-Ada. Le même problème se vit chez les Mekok Me Ngonda entre Emmanuel Mvé et Olinga Jenner, au quartier Nkolndongo. Chaque clan désigne ses res-

ponsables, recrute ses joueurs et encadreurs. Ça va dans tous les sens. Seule la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) devra aplanir ces mésententes afin d'avoir les interlocuteurs valables. Et Joshua Osih devra faire preuve de beaucoup de tact et de diplomatie pour ac-

complir la difficile mission à lui confiée. Surtout que depuis des lustres, et en raison des multiples crises internes, les inconditionnels du Kpa-Kum comme ceux du Tkc n'arrivent pas à s'asseoir autour d'une même table pour accorder leurs violons et regarder dans la même direction. Pour cette saison sportive 2018-2019, le Tonnerre kalara club devrait évoluer dans la poule B de la Ligue 1 qui démarre le 26 janvier prochain, avec News stars de Douala, Colombe Fc du Dja et Lobo, Avion du Nkam, Apejes de Mfou, Pwd de Bamenda, Coton sport de Garoua et Dragon de Yaoundé. Par contre, le Canon sportif de Yaoundé va disputer la Ligue 2 qui sera lancé le 30 janvier 2019, avec Fap de Yaoundé, Panthère du Ndé, As Etoa-Meki de Yaoundé, Bang Bulet de Nkambé, As Matelots et Dynamo de Douala.

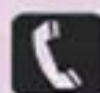


Prêt à Porter Mixte

- ✦ HABILLEMENT MIXTE
- ✦ BIJOUTERIE MODERNE
- ✦ COSMETIQUE
- ✦ PARFUM

La Qualité qui fait la différence !!!



 650 13 79 79 - 676 64 69 64 - 693 47 47 14

Situé en face Camp Sonel Essos

Email : infos@lemintarshopping.com - www.lemintarshopping.com